



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 25 du 18 juin 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 18 juin 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>934</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>934</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>934</b>
Service interministériel de défense et de protection civile.....	934
Arrêté interdépartemental n° 2012 – DLP/BUPE-294 du 27 avril 2012 fixant la procédure d'information et de recommandations et la procédure d'alerte dans les départements de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et des Vosges, en cas de dépassement de certains seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension.....	934
Bureau des polices administratives.....	936
Arrêté n° 20110605 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « ROYAL KEBAB » à 54800 Jarny.....	936
Arrêté n° 20110611 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Magasin « SEMS 154 », Centre Commercial Saint-Sébastien, à 54000 Nancy.....	937
Arrêté n° 20110612 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac-Presse-Bar « AU PETIT TRIANON » à 54300 Lunéville.....	938
Arrêté n° 20110613 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « MISE AU GREEN » à 54300 Lunéville.....	939
Arrêté n° 20110615 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL RM STORE, Zone Commerciale du Pôle Européen, à 54350 Mont Saint Martin.....	940
Arrêté n° 20110616 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL KADEM, Bar, Brasserie, PMU « LA LORRAINE », à 54670 Custines.....	941
Arrêté n° 20120001 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à SG2P TOUL CHAUDENEY, Station Service BP, à 54200 Chaudeney-sur-Moselle.....	942
Arrêté n° 20120003 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « ESPRIT DE CORPS FRANCE » à 54000 Nancy.....	942
Arrêté n° 20120007 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « LE CARTONNAGE INDUSTRIEL » à 54710 Ludres.....	943
Arrêté n° 20120008 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « ATELIER PERRIN » à 54110 Réméréville.....	944
Arrêté n° 20120010 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Brasserie MONPLAISIR à 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.....	945
Arrêté n° 20120011 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie de la GRANDE FIN à 54310 Homécourt.....	946
Arrêté n° 20120012 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « INSTITUT OASIS BEAUTE » à 54230 Neuves-Maisons.....	947
Arrêté n° 20120016 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC MOUZELEY à 54000 Nancy.....	948
Arrêté n° 20120017 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « NETTO HARD DISCOUNT ALIMENTAIRE S.A. DELPHIUM » à 54700 Pont-à-Mousson.....	949
Arrêté n° 20120018 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « MEUBLES LAGRANGE » à 54300 Moncel-lès-Lunéville.....	949
Arrêté n° 20120021 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC GIRAULT-LHUILIER-JOFFIN, MAG PRESSE, Centre Commercial CORA, à 54180 Houdemont.....	950
Arrêté n° 20120022 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CALBAC DISTRIBUTION MAGASIN DIA à 54136 Bouxières-aux-Dames.....	951
Arrêté n° 20120029 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « CHARPENTE GALLAND », ZI Croix de METZ, à 54200 Toul.....	952
Arrêté n° 20120031 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie NOTRE-DAME DE LOURDES à 54000 Nancy.....	953
Arrêté n° 20120032 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Garage des TIERCELINS à 54000 Nancy.....	954
Arrêté n° 20120034 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL BATIWEND, ZAC de la Porte Verte, à 54425 Pulnoy.....	955
Arrêté n° 20120035 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Gare SNCF de FROUARD à 54390 Frouard.....	956
Arrêté n° 20120038 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LORCUIR, BOUTIQUE BLEU CERISE, Centre Commercial SAINT SEBASTIEN, à 54000 Nancy.....	956
Arrêté n° 20120039 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Bar Tabac PMU « LE POINT CENTRAL », à 54820 Marbach.....	957
Arrêté n° 20120043 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection place de la 2ème DC à 54302 Lunéville.....	958
Arrêté n° 20120044 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Boulangerie Pâtisserie LINTINGRE à 54230 Neuves-Maisons.....	959
Arrêté n° 20120045 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à SUN ATTITUDE à 54400 Longwy.....	960
Service interministériel de défense et de protection civile.....	961
Arrêté n° 111/2012/SIDPC du 5 juin 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANOBEL au Bois Saint-Martin, RD 613, à Moutiers.....	961
Arrêté n° 112/2012/SIDPC du 5 juin 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris, à Ecrouves.....	962
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>963</b>
Bureau de la citoyenneté.....	963
Arrêté du 4 juin 2012 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « transport funéraire de l'Est » à Pierreville (54160).....	963
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>963</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	963
Arrêté du 6 juin 2012 autorisant la création du syndicat mixte pour la sécurisation en eau du Toulais-Sud.....	963
Bureau des procédures environnementales.....	965
Arrêté du 12 juin 2012 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la création d'un parking sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines.....	965
Arrêté du 12 juin 2012 déclarant cessibles les parcelles de terrain nécessaires à l'aménagement de la ZAC de « La Harange 2 », à vocation d'habitat collectif et individuel, sur le territoire de la commune de Rehon.....	966
Arrêté du 13 juin 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société SAM de Neuves-Maisons.....	967
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>968</b>
Bureau de l'interministérielle.....	968
Arrêté modificatif du 10 juin 2012 - Commission départementale d'aménagement commercial – Composition générale et désignation des personnalités qualifiées.....	968
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 8 juin 2012.....	968
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>968</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES-EST.....</b>	<b>968</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>968</b>
Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-036 du 12 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens Paris-Nancy, entre les PR 242+000 et 245+000, à Velaine-en-Haye.....	968
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>970</b>
<b>DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>970</b>
Arrêté N° 2012-0594 du 5 juin 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	970

<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>974</b>
Service produits de santé et biologie.....	974
Arrêté ARS Lorraine n° 2012-0568 du 16 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA «Laboratoires du Val de Meuse» sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100) enregistrée sous le n° 55-18.....	974
Arrêté ARS Lorraine n° 2012-0569 du 16 mai 2012 / ARS Champagne Ardenne n° 2012-590 du 16 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100) - Autorisation n° 55-15.....	975
Arrêté ARS n° 2012-0583 du 24 mai 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy (54000) - N° FINESSE Entité juridique : 54.000.003.1.....	976
Arrêté ARS n° 2012-0584 du 24 mai 2012 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	977
<b>SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>977</b>
Etablissements de santé.....	977
Arrêté n° 595 en date du 6 juin 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	977
Arrêté n° 2012-600 en date du 11 juin 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Maillot de Brie - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	978
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>979</b>
Arrêté DREAL-2012-12 du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature.....	979
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>982</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>982</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/283 du 29 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Barbas.....	982
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/057 du 29 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lanfroicourt.....	982
Arrêté 2012/291 du 1er juin 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1978 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy.....	983
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Aménagement foncier/290 du 5 juin 2012 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bouxières-aux-Chênes.....	984
Unité forêt chasse.....	984
Arrêté n° 288 du 5 juin 2012 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2012-2013.....	984
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>985</b>
<b>TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY.....</b>	<b>985</b>
Contentieux N° 11-021 NC 62 : Association Habitat Insertion contre Président du Conseil Général du Pas-de-Calais (arrêté du 31 mai 2011 - Foyer de Jeunes Travailleurs de Bruay-la-Buissière).....	985
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>986</b>
Délégation de signature du 5 juin 2012.....	986

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile*

**Arrêté interdépartemental n° 2012 – DLP/BUPE-294 du 27 avril 2012 fixant la procédure d'information et de recommandations et la procédure d'alerte dans les départements de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et des Vosges, en cas de dépassement de certains seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension**

Le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le Préfet des Vosges,  
Le Préfet de la Meuse,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L220-1 à L226-11, L511-1 à L517-1, R221-1 à R229-44 et R512-1 à R517,  
VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,  
VU le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air,  
VU l'arrêté interministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandation et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte,  
VU l'arrêté du 11 juin 2003 relatif aux informations à fournir au public en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils de recommandation ou des seuils d'alerte,  
VU l'arrêté interdépartemental n°2008-1682 du 10 juillet 2008 fixant la procédure d'information et de recommandations ainsi que la procédure d'alerte en Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Meuse, en cas de dépassement de certains seuils de concentrations, dans l'air ambiant, de particules en suspension,  
VU l'arrêté ministériel du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public,  
VU l'arrêté du 1er juillet 2011 portant agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air Air Lorraine au titre du code de l'environnement (livre II, titre II)  
VU la circulaire interministérielle du 17 août 1998 relative à la loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (mesures d'urgence concernant la circulation automobile),  
VU la circulaire du 12 octobre 2007 relative à l'information du public sur les particules en suspension dans l'air ambiant (PM10),  
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et de la Moselle du 15 décembre 2011,  
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe et Moselle du 8 décembre 2011,  
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et de la Meuse du 16 décembre 2011,  
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques des Vosges du 24 janvier 2012,  
CONSIDERANT qu'il y a lieu de faire évoluer pour les agglomérations et les zones couvertes par l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air en Lorraine, la procédure d'information et d'alerte des autorités et du public en cas de dépassement des seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension dont le diamètre est inférieur à 10 µm (PM10) susceptibles d'influer sur la santé des populations,  
SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

**ARRETEMENT**

**Article 1er** : Le présent arrêté fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure d'information et de recommandation et de la procédure d'alerte des autorités et des populations en cas de constatation de dépassement de certains seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension (PM10).

**Article 2** : L'association agréée de surveillance de la qualité de l'air assure, de façon continue, la surveillance des concentrations des particules en suspension visées à l'article 1er, dans la limite des moyens techniques disponibles.

**Article 3** : Les conditions de déclenchement de la procédure d'information et de recommandations ainsi que de la procédure d'alerte sont définies dans l'annexe I, jointe au présent arrêté. Dès que ces conditions sont réunies, l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air engage la procédure correspondante, conformément aux dispositions des articles 4 et 5.

**Article 4** : La procédure d'information et de recommandation se déroule selon les trois étapes suivantes :

4/1 Diffusion de l'information

L'association agréée communique sans délai des informations concernant ce dépassement aux destinataires suivants :

- Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
- Préfectures
- Sous Préfectures
- Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
- Agence régionale de santé
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Directions départementales des territoires
- Directions départementales de la cohésion sociale
- Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations
- Direction régionale jeunesse, sports et cohésion sociale
- Conseils généraux
- Inspection d'académie
- Services départementaux de police et de gendarmerie
- Services départementaux d'incendie et de secours
- Médias locaux et régionaux
- Présidents des conseils départementaux de l'ordre des médecins
- Président de l'ordre des pharmaciens

Ce communiqué devra contenir a minima, les informations prévues au 1 de l'annexe II du présent arrêté.

Les informations transmises par l'association agréée devront l'être sous forme écrite ou, à défaut et en cas d'urgence, sous forme orale, puis confirmées par écrit dans les plus brefs délais.

Les coordonnées des destinataires (mail, télécopie,...) seront communiquées à l'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) par chaque organisme précité qui veillera à la transmission d'éventuelles mises à jour. L'association agréée pour la surveillance de la Qualité de l'Air peut procéder à l'ajout de destinataires supplémentaires à la liste figurant ci-dessus qui auraient fait part de leur intérêt sur le sujet.

4/2 Suivi de l'évolution de l'évènement

Dans le cas où les conditions de déclenchement de la procédure sont toujours réunies lors du contrôle suivant, l'association agréée de surveillance communique les informations prévues au 1 de l'annexe II aux destinataires figurant ci-dessus. Ce communiqué devra faire apparaître clairement la mention « maintien de la procédure de recommandations et d'information ».

## 4/3 Levée de la procédure

La procédure est levée dès que les conditions de déclenchement ne sont plus réunies.

Un bilan récapitulatif de l'événement ayant entraîné le déclenchement de la procédure de recommandations et d'information sera transmis, le lendemain de la levée de la procédure, aux destinataires suivants :

- Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
- Préfectures
- Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
- Agence régionale de santé
- Directions départementales des territoires

Ce bilan contiendra, a minima, les informations prévues au 3 de l'annexe II.

**Article 5 :** La procédure d'alerte se déroule selon les deux étapes suivantes :

## 5/1 Diffusion de l'information

L'association agréée informe exclusivement et sans délai les destinataires suivants :

- Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
- Préfectures
- Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
- Agence régionale de santé
- Directions départementales des territoires

et actualise l'information à partir de données validées aussi souvent que nécessaire et à toute demande des autorités préfectorales.

L'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air intervient alors en appui technique de ces autorités.

Les informations transmises par l'association agréée devront l'être sous forme écrite ou, à défaut et en cas d'urgence, sous forme orale puis confirmées par écrit dans les plus brefs délais.

Après avoir obtenu l'accord du préfet, l'association agréée diffuse l'information à l'ensemble des destinataires figurant à l'article 4/1 pour le département concerné.

L'information transmise par les préfets ou par l'association agréée contiendra, a minima, les éléments prévus au 2 de l'annexe II.

Les Préfets sont susceptibles de prendre des mesures d'urgence, progressives, adaptées à la nature et à l'ampleur de l'épisode de pollution.

Ces mesures sont précisées en annexe III.

## 5/2 Levée de la procédure

La procédure est levée dès que les conditions de déclenchement de la procédure ne sont plus réunies.

Un bilan récapitulatif de l'événement ayant entraîné le déclenchement de la procédure d'alerte est transmis aux destinataires figurant à l'article 5/3. Ce bilan contiendra, a minima, les informations prévues au 3 de l'annexe II.

**Article 6 :** L'arrêté interdépartemental n° 2008-1682 du 10 juillet 2008 est abrogé.

**Article 7 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 8 :** Les secrétaires généraux et directeurs de cabinet des préfetures de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, les sous-préfets des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement lorrain, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, les directeurs départementaux des territoires, les directeurs départementaux de la cohésion sociale, les directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection des populations, les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants des groupements de gendarmerie, les directeurs départementaux des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Ministre chargé de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, au délégué régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, aux inspecteurs d'académie, aux présidents des conseils départementaux de l'ordre des médecins, au président de l'ordre des pharmaciens et aux présidents des conseils généraux de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Metz, le 27 avril 2012

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,  
Christian de LAVERNÉE

Le Préfet de la Meuse,  
Colette DESPREZ

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Raphaël BARTOLT

Le Préfet des Vosges,  
Marcelle PIERROT

## ANNEXE I

Conditions de déclenchement de la procédure d'information et de recommandations et de la procédure d'alerte.

## 1/ Déclenchement de la procédure d'information et de recommandations

La constatation du dépassement du seuil cité ci-dessous se fera à 8 heures et 14 heures, en heure locale et en prenant en compte la moyenne calculée sur les 24 heures précédentes.

Le déclenchement de la procédure d'information et de recommandations se fera si, au moins, deux stations de la région Lorraine dépassent simultanément le seuil de 50 µg/m3 en moyenne calculée sur les 24 heures précédentes.

## 2/ Déclenchement de la procédure d'alerte

La constatation du dépassement du seuil cité ci-dessous se fera à 8 heures et 14 heures, en heure locale et en prenant en compte la moyenne calculée sur les 24 heures précédentes.

Le déclenchement de la procédure d'alerte se fera si, au moins, deux stations de la région Lorraine dépassent simultanément le seuil de 80 µg/m3 en moyenne calculée sur les 24 heures précédentes.

*Vu pour être annexée à l'arrêté n° 2012-DLP/BUPE-294 en date du 27 avril 2012*

## ANNEXE II

Informations transmises par l'association agréée dans le cadre d'une procédure d'information et de recommandations et d'une procédure d'alerte.

## 1/ Procédure d'information et de recommandations

Les informations données par l'association agréée à la population en cas de dépassement d'un seuil de recommandations et d'information comprennent notamment :

- La nature de la substance polluante concernée.
- La valeur du seuil dépassé et la définition de ce seuil.
- La date, l'heure civile et la raison du dépassement, quand celle-ci est connue.
- Pour chaque département le nombre total de capteurs présents, le nombre de capteurs en dépassement et la valeur maximale calculée.
- Des prévisions concernant l'évolution des concentrations (amélioration, stabilisation ou aggravation) et la durée prévue du dépassement en fonction des données disponibles.
- Les précautions à prendre par la population d'un point de vue sanitaire : « Il n'est pas nécessaire de modifier les déplacements habituels, ni les activités prévues (récréations, sports, compétitions) sauf pour les sujets connus comme étant sensibles ou qui présenteraient une gêne à cette occasion, pour lesquels il convient de privilégier les activités calmes et éviter les exercices physiques intenses, notamment s'abstenir de concourir aux compétitions sportives »

- Les recommandations comportementales suivantes :
  - réduire les vitesses de tous les véhicules,
  - pratiquer le covoiturage, utiliser les transports en commun,
  - pour les émetteurs industriels, s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage,
  - éviter d'allumer des feux d'agrèments (bois),
  - rappel de l'interdiction de brûlage à l'air libre de déchets verts

#### 2/ Procédure d'alerte

Les informations données par le Préfet à la population en cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil d'alerte comprennent :

- La nature de la substance polluante concernée.
- La valeur du seuil dépassé ou risquant d'être dépassé et la définition de ce seuil.
- La date, l'heure civile et la raison du dépassement, quand celle-ci est connue.
- Pour chaque département le nombre total de capteurs présents, le nombre de capteurs en dépassement et la valeur maximale calculée.
- Pour chaque capteur de Lorraine, la moyenne calculée.
- Des prévisions concernant l'évolution des concentrations (amélioration, stabilisation ou aggravation) et la durée prévue du dépassement en fonction des données disponibles.
- Les précautions à prendre par la population d'un point de vue sanitaire :
  - pour les enfants de moins de six ans : ne pas modifier les déplacements indispensables mais éviter les promenades et les activités à l'extérieur,
  - pour les enfants de six à quinze ans : ne pas modifier les déplacements habituels mais éviter les activités à l'extérieur, privilégier, à l'intérieur des locaux, les exercices physiques d'intensité moyenne ou faible et reporter toute compétition sportive qu'elle soit prévue à l'extérieur ou à l'intérieur des locaux,
  - pour les adolescents et les adultes : ne pas modifier les déplacements prévus mais éviter les activités sportives violentes et les exercices d'endurance à l'extérieur ; déplacer, dans la mesure du possible, les compétitions sportives prévues à l'extérieur ; pour les personnes connues comme étant sensibles ou qui présenteraient une gêne à cette occasion, adapter ou suspendre l'activité physique en fonction de la gêne ressentie.

Il est recommandé aux patients souffrants d'une pathologie chronique, asthmatiques, insuffisants respiratoires ou cardiaques de respecter rigoureusement leur traitement de fond, d'être vigilant par rapport à toute aggravation de leur état et de ne pas hésiter à consulter leur médecin.

- Les recommandations comportementales suivantes :
  - limiter l'usage des véhicules diesel non équipés de filtres à particules,
  - limiter les transports routiers de transit,
  - pour les émetteurs industriels, limiter les émissions de particules et d'oxydes d'azote,
  - éviter le chauffage par le bois et le charbon,
  - limiter les activités de loisir génératrices de particules (manifestations publiques de sports mécaniques, feux d'artifice, etc.),
  - limiter l'usage d'outils d'entretien non électriques,
  - reporter les épandages agricoles d'engrais,
  - rappel de l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts.

#### 3/ Bilan après levée d'une procédure

Les informations données par l'association agréée aux autorités administratives lors du bilan faisant suite au déclenchement de la procédure d'information et de recommandation ou de la procédure d'alerte comprennent :

- la nature de la substance polluante concernée,
- la valeur du seuil dépassé et la définition de ce seuil, la valeur maximale de concentrations atteinte pour chacune des stations,
- la date, la plage horaire (en heures civiles) et le lieu de dépassement ainsi que la raison du dépassement, quand celle-ci est connue.

*Vu pour être annexée à l'arrêté n° 2012-DLP/BUPE-294 en date du 27 avril 2012*

#### ANNEXE III

Mesures d'urgence susceptibles d'être prises par le Préfet en cas de déclenchement de la procédure d'alerte.

En cas de déclenchement de la procédure d'alerte aux particules en suspension tel que défini par l'annexe I, le préfet est susceptible :

- de réduire les vitesses de tous les véhicules,
- de limiter l'usage des véhicules diesel non équipés de filtres à particules,
- de limiter les transports routiers de transit,
- pour les émetteurs industriels, de limiter les émissions de particules et d'oxydes d'azote,
- de demander d'éviter le chauffage par le bois et le charbon,
- de limiter les activités de loisir génératrices de particules (manifestations publiques de sports mécaniques, feux d'artifice, etc.),
- de limiter l'usage d'outils d'entretien non électriques,
- de reporter les épandages agricoles d'engrais.

*Vu pour être annexée à l'arrêté n° 2012-DLP/BUPE-294 en date du 27 avril 2012*

---

### Bureau des polices administratives

#### Arrêté n° 20110605 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « ROYAL KEBAB » à 54800 Jarny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Huseyin BASOGLU, gérant de « ROYAL KEBAB », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 3 rue du 11 novembre, 54800 JARNY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** « M. Huseyin BASOGLU, gérant de « ROYAL KEBAB » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110605.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Huseyin BASOGLU, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Huseyin BASOGLU, gérant de « ROYAL KEBAB », et dont une copie sera transmise au Maire de JARNY ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110611 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Magasin « SEMS 154 », Centre Commercial Saint-Sébastien, à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Laurent CORDIER, co-gérant du magasin « SEMS 154 », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Centre Commercial SAINT-SEBASTIEN, cellule 77, rue des PONTS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Laurent CORDIER, co-gérant du magasin « SEMS 154 » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110611.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent CORDIER, co-gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Laurent CORDIER, co-gérant du magasin « SEMS 154 », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20110612 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac-Presse-Bar « AU PETIT TRIANON » à 54300 Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Nathalie KESTEL, gérante du Tabac-Presse-Bar « AU PETIT TRIANON », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 place Saint-Jacques, 54300 LUNÉVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Mme Nathalie KESTEL, gérante du Tabac-Presse-Bar « AU PETIT TRIANON » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110612.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Nathalie KESTEL, Chef d'entreprise.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.



**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Nathalie KESTEL, gérante du Tabac-Presse-Bar « AU PETIT TRIANON », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20110613 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « MISE AU GREEN » à 54300 Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Patrick MOOK, Président Directeur Général de « MISE AU GREEN », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 20 rue BANAUDON, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Patrick MOOK, Président Directeur Général de « MISE AU GREEN » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110613.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick MOOK, Président Directeur Général.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick MOOK, Président Directeur Général de « MISE AU GREEN », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110615 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL RM STORE, Zone Commerciale du Pôle Européen, à 54350 Mont Saint Martin**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Cyril MARONI, gérant de la SARL RM STORE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Zone commerciale du Pôle Européen- Boulevard de l'Europe - 54350 MONT SAINT MARTIN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Cyril MARONI, gérant de la SARL RM STORE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110615.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Cyril MARONI, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Cyril MARONI, gérant de la SARL RM STORE, et dont une copie sera transmise au Maire de MONT SAINT MARTIN ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110616 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL KADEM, Bar, Brasserie, PMU « LA LORRAINE », à 54670 Custines**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Lorène LEBEAU, gérante de la SARL KADEM, Bar, Brasserie, PMU « LA LORRAINE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 rue du général LECLERC, 54670 CUSTINES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Lorène LEBEAU, gérante de la SARL KADEM, Bar, Brasserie, PMU « LA LORRAINE » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110616.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Lorène LEBEAU, gérante.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Lorène LEBEAU, gérante de la SARL KADEM, Bar, Brasserie, PMU « LA LORRAINE », et dont une copie sera transmise au Maire de CUSTINES.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120001 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à SG2P TOUL CHAUDENEY, Station Service BP, à 54200 Chaudeney-sur-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Daniel KRIEGEL, Chef de Station, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé SG2P TOUL CHAUDENEY, Station Service BP, Aire de Chaudeney-Autoroute A31, 54200 CHAUDENEY SUR MOSELLE ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Daniel KRIEGEL, Chef de Station est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120001 .

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Daniel KRIEGEL, Chef de Station.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Daniel KRIEGEL, Chef de Station, et dont une copie sera transmise au Maire de CHAUDENEY SUR MOSELLE ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120003 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « ESPRIT DE CORPS FRANCE » à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Patrick DANIELS, Président de « ESPRIT DE CORPS FRANCE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 41 rue Saint-Jean, 54000 NANCY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Patrick DANIELS, Président de « ESPRIT DE CORPS FRANCE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120003.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick DANIELS, Président.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié M. Patrick DANIELS, Président de « ESPRIT DE CORPS FRANCE », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Arrêté n° 20120007 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « LE CARTONNAGE INDUSTRIEL » à 54710 Ludres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Laurent REMY, gérant de la société « LE CARTONNAGE INDUSTRIEL », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 262, rue Bertholet, 54710 LUDRES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Laurent REMY, gérant de la société « LE CARTONNAGE INDUSTRIEL », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120007.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent REMY, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Laurent REMY, gérant de la société « LE CARTONNAGE INDUSTRIEL », et dont une copie sera transmise au Maire de LUDRES.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Arrêté n° 20120008 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « ATELIER PERRIN » à 54110 Réméréville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Louis TOCK, gérant de la société « ATELIER PERRIN », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ZA Route d'ERBEVILLER, 54110 REMEREVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Louis TOCK, gérant de la société « ATELIER PERRIN » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120008.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis TOCK, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Louis TOCK, gérant de la société « ATELIER PERRIN », et dont une copie sera transmise au Maire de REMEREVILLE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120010 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Brasserie MONPLAISIR à 54500 Vandœuvre-lès-Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Olivier DROUOT, gérant de la brasserie MONPLAISIR, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 172 avenue du Général LECLERC, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Olivier DROUOT, gérant de la brasserie MONTPLAISIR est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120010.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier DROUOT, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier DROUOT, gérant de la brasserie MONPLAISIR, et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120011 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie de la GRANDE FIN à 54310 Homécourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Marie-Bernadette HOUARD, pharmacien titulaire et gérante de la Pharmacie de la GRANDE FIN, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 place Maréchal Foch, 54310 HOMECOURT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **A R R E T E**

**Article 1er :** Madame Marie-Bernadette HOUARD, gérante de la Pharmacie de la GRANDE FIN est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120011.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Marie-Bernadette HOUARD, pharmacien titulaire et gérante.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.



**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié Madame Marie-Bernadette HOUARD, gérante de la Pharmacie de la GRANDE FIN, et dont une copie sera transmise au Maire de HOMECOURT ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20120012 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « INSTITUT OASIS BEAUTE » à 54230 Neuves-Maisons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Sandrine PERRIN, gérante de « INSTITUT OASIS BEAUTE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 bis rue du Capitaine CAILLON, 54230 NEUVES MAISONS ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Madame Sandrine PERRIN, gérante de « INSTITUT OASIS BEAUTE » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120012.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Sandrine PERRIN, gérante.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié Madame Sandrine PERRIN, gérante de « INSTITUT OASIS BEAUTE », et dont une copie sera transmise au Maire de NEUVES-MAISONS.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

## **Arrêté n° 20120016 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC MOUZELEY à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean MOUZELER, gérant de la SNC MOUZELEY, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 528 avenue PINCHARD, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Jean MOUZELER, gérant de la SNC MOUZELEY, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120016.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean MOUZELER, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean MOUZELER, gérant de la SNC MOUZELEY, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120017 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « NETTO HARD DISCOUNT ALIMENTAIRE S.A. DELPHIUM » à 54700 Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Christophe LELANDAIS, Directeur de « NETTO HARD DISCOUNT ALIMENTAIRE S.A. DELPHIUM », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 59 avenue PATTON, 54700 PONT-A-MOUSSON.  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Christophe LELANDAIS, Directeur de « NETTO HARD DISCOUNT ALIMENTAIRE S.A. DELPHIUM » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120017.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe LELANDAIS, Directeur.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Christophe LELANDAIS, Directeur de « NETTO HARD DISCOUNT ALIMENTAIRE S.A. DELPHIUM », et dont une copie sera transmise au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120018 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « MEUBLES LAGRANGE » à 54300 Moncel-lès-Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Patrick LAGRANGE, gérant de la SARL « MEUBLES LAGRANGE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Lieu-dit « La Jetée de Pierre », 54300 MONCEL LES LUNEVILLE ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Patrick LAGRANGE, gérant de la SARL « MEUBLES LAGRANGE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120018.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick LAGRANGE, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick LAGRANGE, gérant de la SARL « MEUBLES LAGRANGE », et dont une copie sera transmise au Maire de Moncel-les-Lunéville ainsi qu'au Sous-Prefet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120021 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC GIRAULT-LHULLIER-JOFFIN, MAG PRESSE, Centre Commercial CORA, à 54180 Houdemont**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-François GIRAULT, gérant de la SNC GIRAULT-LHULLIER-JOFFIN, MAG PRESSE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Centre commercial CORA, 54180 HOUEMONT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-François GIRAULT, gérant de la SNC GIRAULT-LHUIILLIER-JOFFIN, MAG PRESSE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120021.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-François GIRAULT, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-François GIRAULT, gérant de la SNC GIRAULT-LHUIILLIER-JOFFIN, MAG PRESSE, et dont une copie sera transmise au Maire de HOUEMONT.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Arrêté n° 20120022 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CALBAC DISTRIBUTION MAGASIN DIA à 54136 Bouxières-aux-Dames

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Pascal CALBAC, gérant de CALBAC DISTRIBUTION MAGASIN DIA, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 85 rue Raymond Poincaré, 54136 BOUXIERES AUX DAMES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Pascal CALBAC, gérant de CALBAC DISTRIBUTION MAGASIN DIA est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120022.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pascal CALBAC, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Pascal CALBAC, gérant de CALBAC DISTRIBUTION MAGASIN DIA, et dont une copie sera transmise au Maire de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120029 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « CHARPENTE GALLAND », ZI Croix de METZ, à 54200 Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jannic GALLAND, gérant de « CHARPENTE GALLAND », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ZI Croix de METZ, 191 rue des Etats-Unis, 54200 TOUL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Jannic GALLAND, gérant de « CHARPENTE GALLAND » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120029.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Jannic GALLAND, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jannic GALLAND, gérant de « CHARPENTE GALLAND », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120031 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie NOTRE-DAME DE LOURDES à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Anne VOIRIN-TIERCELIN, Pharmacien Titulaire et gérante de la pharmacie NOTRE DAME DE LOURDES, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 204 avenue du général LECLERC, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **A R R E T E**

**Article 1er :** Madame Anne VOIRIN-TIERCELIN, Pharmacien Titulaire et gérante de la pharmacie NOTRE DAME DE LOURDES est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120031.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Anne VOIRIN-TIERCELIN.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Anne VOIRIN-TIERCELIN, Pharmacien Titulaire et gérante de la pharmacie NOTRE DAME DE LOURDES, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120032 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Garage des TIERCELINS à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Sébastien PINI, gérant du Garage des TIERCELINS, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 51 rue des TIERCELINS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Sébastien PINI, gérant du Garage des TIERCELINS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120032.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Sébastien PINI, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).



**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Sébastien PINI, gérant du Garage des TIERCELINS, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120034 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL BATIWEND, ZAC de la Porte Verte, à 54425 Pulnoy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Yves WENDLING, gérant de la SARL BATIWEND, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ZAC de la Porte Verte, 9 allée des Noires Terres, 54425 PULNOY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Jean-Yves WENDLING, gérant de la SARL BATIWEND est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120034.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Yves WENDLING, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Yves WENDLING, gérant de la SARL BATIWEND, et dont une copie sera transmise au Maire de PULNOY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120035 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Gare SNCF de FROUARD à 54390 Frouard**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Henri SIMON, Directeur des gares pour l'Etablissement Voyageurs Lorraine Est Européen de la SNCF Région Lorraine, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé gare SNCF de FROUARD, 54390 FROUARD ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Henri SIMON, Directeur des gares pour l'Etablissement Voyageurs Lorraine Est Européen de la SNCF Région Lorraine est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120035.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Chef d'agence ou auprès de la Surveillance Générale SNCF

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 04 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Henri SIMON, Directeur des gares pour l'Etablissement Voyageurs Lorraine Est Européen de la SNCF Région Lorraine, et dont une copie sera transmise au Maire de FROUARD.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20120038 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LORCUIR, BOUTIQUE BLEU CERISE, Centre Commercial SAINT SEBASTIEN, à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Luc CASIGLIO, gérant de la SARL LORCUIR, BOUTIQUE BLEU CERISE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Centre commercial SAINT SEBASTIEN, rue des PONTS, 54000 NANCY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Luc CASIGLIO, gérant de la SARL LORCUIR, BOUTIQUE BLEU CERISE, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120038.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Luc CASIGLIO, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Luc CASIGLIO, gérant de la SARL LORCUIR, BOUTIQUE BLEU CERISE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120039 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Bar Tabac PMU « LE POINT CENTRAL », à 54820 Marbache**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;  
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Philippe HEMMER, gérant de la SNC HEMMER RICLOT, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection au sein du Bar Tabac PMU « LE POINT CENTRAL », situé 73 rue Clemenceau, 54820 MARBACHE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Monsieur Philippe HEMMER, gérant de la SNC HEMMER RICLOT, Bar Tabac PMU « LE POINT CENTRAL » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120039.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Philippe HEMMER, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe HEMMER, gérant de la SNC HEMMER RICLOT, Bar Tabac PMU « LE POINT CENTRAL », et dont une copie sera transmise au Maire de MARBACHE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Arrêté n° 20120043 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection place de la 2ème DC à 54302 Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Didier BAHIN, responsable technique pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé place de la 2ème DC, 54302 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Didier BAHIN, responsable technique pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120043.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Didier BAHIN, responsable technique.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Didier BAHIN, responsable technique pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20120044 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Boulangerie Pâtisserie LINTINGRE à 54230 Neuves-Maisons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Nicolas LINTINGRE, gérant de la Boulangerie Pâtisserie LINTINGRE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 51 rue du général THIRY, 54230 NEUVES MAISONS ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Nicolas LINTINGRE, gérant de la Boulangerie Pâtisserie LINTINGRE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120044.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Nicolas LINTINGRE, Chef d'entreprise.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Nicolas LINTINGRE, gérant de la Boulangerie Pâtisserie LINTINGRE, et dont une copie sera transmise au Maire de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20120045 du 15 mai 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à SUN ATTITUDE à 54400 Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Coralie CHEVALIER-FARINELLI, gérante de SUN ATTITUDE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 7 rue MERCY, 54400 LONGWY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Coralie CHEVALIER-FARINELLI, gérante de SUN ATTITUDE, est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120045.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Coralie CHEVALIER-FARINELLI, gérante de SUN ATTITUDE.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Coralie CHEVALIER-FARINELLI, gérante de SUN ATTITUDE, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### *Délais et voies de recours*

*Si vous souhaitez contester les présentes décisions administratives, vous avez la possibilité de former :*

*Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de leur notification sous une des deux formes :*

*- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

*- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Soit un recours contentieux, dans ce même délai :*

*- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.*

*NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification des décisions contestées. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.*

---

### *Service interministériel de défense et de protection civile*

**Arrêté n° 111/2012/SIDPC du 5 juin 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANOBEL au Bois Saint-Martin, RD 613, à Moutiers**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 96/82/CE du 9 décembre 1996 du Conseil de l'Union européenne modifiée concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1), et notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan O.R.S.E.C. et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 modifié relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services publics de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention, pris en application de l'article 4 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif à la consultation du public sur le projet de plan particulier d'intervention de certaines installations, pris en application de l'article 8-II du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations, pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;

VU la circulaire du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales n° INTE0700092C du 21 septembre 2007 relative aux plans particuliers d'intervention des établissements « Seveso seuil haut » ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1020295C du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification O.R.S.E.C. afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1126807C du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;

VU l'arrêté n° 2002/01/S.I.D.P.C. en date du 15 janvier 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613 (anciennement RN 103), à Moutiers ;

VU l'arrêté n° 14/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers ;  
VU l'arrêté n° 2008/660 en date du 28 janvier 2009 du préfet de Meurthe-et-Moselle autorisant le changement d'exploitant – société TITANOBEL à Moutiers ;  
VU les conclusions de l'étude de dangers de mai 2002, complétée le 23 août 2004 et le 28 mars 2006 ;  
VU les observations recueillies lors de la procédure réglementaire de consultation du public du 15 mars 2012 au 16 avril 2012 ;  
VU les demandes officielles d'avis adressées le 22 février 2012 aux maires des communes d'Auboué, de Moineville, de Moutiers, et de Valleroy ;  
VU l'avis des maires des communes d'Auboué, de Moutiers et de Valleroy, respectivement en date du 27 avril 2012, 17 avril 2012, et 23 mai 2012 ;  
VU l'avis de l'exploitant de l'usine et du dépôt d'explosifs à Moutiers en date du 24 avril 2012 ;  
VU les avis des chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, des chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et des responsables des organismes publics ou privés appelés à intervenir dans le plan ;  
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANOBEL au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers, annexé au présent arrêté, est approuvé et applicable immédiatement. Il s'intègre au dispositif O.R.SE.C. départemental, dont il constitue un volet des dispositions spécifiques.

**Article 2 :** Ce plan sera révisé chaque fois que nécessaire et au moins tous les trois ans.

**Article 3 :** Les dispositions du plan s'appliquent sur le territoire des communes d'Auboué, de Moineville, de Moutiers, et de Valleroy. Les maires de ces communes doivent élaborer un plan communal de sauvegarde, conformément aux dispositions du décret n° 2005-1156 susvisé.

**Article 4 :** Les modalités d'alerte des populations concernées sont définies dans le plan particulier d'intervention annexé au présent arrêté.

**Article 5 :** L'arrêté n° 14/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers, est abrogé.

**Article 6 :** L'arrêté n° 2002/01/S.I.D.P.C. en date du 15 janvier 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613 (anciennement RN 103), à Moutiers, est abrogé.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, les maires des communes d'Auboué, de Moineville, de Moutiers et de Valleroy, le directeur de l'entreprise TITANOBEL, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, l'ensemble des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre du plan particulier d'intervention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. En outre, un avis indiquant les lieux où le plan peut être consulté, ainsi que le territoire sur lequel s'appliquent les dispositions du plan, sera inséré dans la presse locale.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté n° 112/2012/SIDPC du 5 juin 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris, à Ecrouves**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 96/82/CE du 9 décembre 1996 du Conseil de l'Union européenne modifiée concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;  
VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'environnement ;  
VU le code de la sécurité intérieure ;  
VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1), et notamment son article 44 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;  
VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan O.R.SE.C. et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;  
VU le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 modifié relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;  
VU le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services publics de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;  
VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention, pris en application de l'article 4 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;  
VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif à la consultation du public sur le projet de plan particulier d'intervention de certaines installations, pris en application de l'article 8-II du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;  
VU l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations, pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;  
VU l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;  
VU la circulaire du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales n° INTE0700092C du 21 septembre 2007 relative aux plans particuliers d'intervention des établissements « Seveso seuil haut » ;  
VU la circulaire interministérielle n° DEVP1020295C du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification O.R.SE.C. afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;  
VU la circulaire interministérielle n° DEVP1126807C du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;  
VU l'arrêté n° 2002/14/S.I.D.P.C. en date du 15 octobre 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais d'Ecrouves appartenant à la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.) ;  
VU l'arrêté n° 15/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris, à Ecrouves ;  
VU les conclusions de l'étude de dangers initiale de février 2002, de la tierce-expertise de février 2002, de l'étude de dangers d'août 2006 (prise en compte de l'arrêté ministériel dit « P, C, I, G » du 29 septembre 2005), complétée en juillet 2007 (exhaustivité des scénarios), en octobre 2007 (potentiel de dangers), le 2 juin 2008 (mesures de maîtrises des risques), et le 13 août 2009 (mesures de maîtrises des complémentaires) ;



VU l'absence d'observation lors de la procédure réglementaire de consultation du public du 2 avril 2012 au 2 mai 2012 ;  
VU les demandes officielles d'avis adressées le 8 mars 2012 aux maires des communes de Choley-Ménillot, Ecrouves et Foug ;  
VU l'avis des maires des communes d'Ecrouves et de Foug, respectivement en date du 11 mai 2012 et 3 mai 2012 ;  
VU l'avis de l'exploitant du stockage d'engrais à Ecrouves en date du 1er juin 2012 ;  
VU les avis des chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, des chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et des responsables des organismes publics ou privés appelés à intervenir dans le plan ;  
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.), 1835 route de Paris, à Ecrouves, annexé au présent arrêté, est approuvé et applicable immédiatement. Il s'intègre au dispositif O.R.S.E.C. départemental, dont il constitue un volet des dispositions spécifiques.

**Article 2 :** Ce plan sera révisé chaque fois que nécessaire et au moins tous les trois ans.

**Article 3 :** Les dispositions du plan s'appliquent sur le territoire des communes de Choley-Ménillot, Ecrouves et Foug. Les maires de ces communes doivent élaborer un plan communal de sauvegarde, conformément aux dispositions du décret n° 2005-1156 susvisé.

**Article 4 :** Les modalités d'alerte des populations concernées sont définies dans le plan particulier d'intervention annexé au présent arrêté.

**Article 5 :** L'arrêté n° 15/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris, à Ecrouves, est abrogé.

**Article 6 :** L'arrêté n° 2002/14/S.I.D.P.C. en date du 15 octobre 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais d'Ecrouves appartenant à la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.), est abrogé.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les maires des communes de Choley-Ménillot, Ecrouves et Foug, le directeur de la Coopérative agricole lorraine (C.A.L.), le chef du service interministériel de défense et de protection civile, l'ensemble des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre du plan particulier d'intervention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. En outre, un avis indiquant les lieux où le plan peut être consulté, ainsi que le territoire sur lequel s'appliquent les dispositions du plan, sera inséré dans la presse locale.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

#### Bureau de la citoyenneté

#### Arrêté du 4 juin 2012 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « transport funéraire de l'Est » à Pierreville (54160)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

CONSIDÉRANT la demande formulée par M. Christophe REMY, gérant de l'entreprise « transport funéraire de l'Est » sise 14 rue de la Chalade à PIERREVILLE (54160) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est le 2004-54-151.

**Article 3 :** La présente habilitation est renouvelée pour une durée de six ans.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Christophe REMY et dont copie sera adressée au maire de PIERREVILLE et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juin 2012

Pour le Préfet,  
La Directrice des Libertés Publiques,  
Antoinette AUDIA

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

### DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

#### Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

#### Arrêté du 6 juin 2012 autorisant la création du syndicat mixte pour la sécurisation en eau du Toullois-Sud

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5711-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des collectivités suivantes :

- la commune d'Allain en date du 16 mars 2012,
- la commune de Colombey-les-Belles en date du 6 avril 2012,
- la communes de Crépey en date du 2 avril 2012,
- la commune d'Ochey en date du 28 mars 2012,
- le syndicat intercommunal des eaux du Toullois Sud en date du 3 mai 2012,

qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat mixte appelé "Syndicat mixte pour la sécurisation en eau du Toullois Sud",

VU la proposition du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU les statuts du syndicat ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Est autorisée, entre les communes d'Allain, Colombey-les-Belles, Crépey, Ochey et le syndicat intercommunal des eaux du Toulou Sud, la création d'un syndicat mixte portant le nom de :

« Syndicat mixte pour la sécurisation en eau du Toulou Sud »

**Article 2** : Le syndicat a pour objet :

- la mise en place du schéma de sécurisation en eau potable sur le Toulou- Sud,
- la réalisation de toutes études se rapportant aux compétences exercées,
- la prise en charge de l'ensemble des investissements propres au schéma de sécurisation et de mutualisation,
- la mise en place d'un schéma de gestion des débits et des volumes d'eau,
- l'élaboration des conventions entre les collectivités et le syndicat,
- la prise en charge de la production sur les éventuels nouveaux points rendus nécessaires pour la sécurisation,
- assurer la contractualisation avec les partenaires financiers.

**Article 3** : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

**Article 4** : Le siège du syndicat est situé au 31 rue Léopold CABRET à Mont-le-Vignoble (54113).

**Article 5** : La représentation des collectivités au sein du comité syndical est répartie selon le tableau suivant :

Collectivités adhérentes	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
SI des Eaux du Toulou sud	10	5
Commune de Colombey-les-Belles :	4	2
Commune d'Allain :	3	1
Commune d'Ochey :	3	1
Commune de Crépey :	3	1
Total Syndicat mixte pour la sécurisation des eaux du Toulou Sud	23	10

**Article 6** : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Colombey-les-Belles.

**Article 7** : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 8** : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président et aux maires des collectivités intéressées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## Statuts du Syndicat Mixte pour la Sécurisation en Eau du Toulou-Sud

Préambule :

VU les réflexions menées après l'étude sur la sécurisation, la pérennisation et la mutualisation des ressources en eau potable du Toulou, pour aujourd'hui et demain,

CONSIDÉRANT qu'il est primordial de prendre en compte les besoins en eau du territoire, les élus des collectivités adhérentes au syndicat s'engagent à sécuriser l'approvisionnement en eau potable en connectant leurs différents points de production (et/ou de stockage) et en mutualisant les ressources pour éviter les risques de ruptures d'approvisionnement en eau de la population. La création d'un réseau d'interconnexion entre les collectivités, permettra de palier aux situations de pénuries ou de défaillances notamment, lors d'une sécheresse et/ou d'une pollution d'un captage, pendant une panne sur une installation de production ou de traitement mais également durant la casse de conduite d'adduction d'eau,

CONSIDÉRANT que pour coordonner les actions et les travaux indispensables à la sécurisation en eau du Toulou Sud, les différentes collectivités partenaires doivent créer un syndicat mixte qui permettra une gestion administrative, financière et technique cohérente et efficace pour la mise en place de cette sécurisation des ressources,

CONSIDÉRANT que pour son fonctionnement, le syndicat s'appuiera, autant que faire se peut, sur des prestations en maîtrise d'ouvrage déléguée et sur le personnel ressources des collectivités adhérentes,

Les collectivités adhérentes après en avoir délibéré approuvent les statuts suivants :

**Article 1er** : CIRCONSCRIPTION – DENOMINATION - SIEGE

Le syndicat est composé des collectivités suivantes :

- Le Syndicat intercommunal des Eaux du Sud Toulou représentant les communes de Bagnoux, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes la Côte, Choloy-Ménillot, Crézilles, Domgermain, Gye, Mont-le-Vignoble, Moutrot
- Les Communes de : Allain, Colombey les Belles, Crépey, Ochey

Le syndicat qui porte le nom de :

« **Syndicat Mixte pour la Sécurisation en Eau du Toulou-Sud** »

a son siège à, 31 rue Léopold Cabret - 54113 Mont le Vignoble.

**Article 2** : OBJET

Le syndicat assume les compétences suivantes :

- Mise en place du schéma de sécurisation en eau potable sur le Toulou- Sud
- Réalisation de toutes études se rapportant aux compétences exercées
- Prise en charge de l'ensemble des investissements propres au schéma de sécurisation et de mutualisation
- La mise en place d'un schéma de gestion des débits et des volumes d'eau
- Élaboration des conventions entre les collectivités et le Syndicat
- Prise en charge de la production sur les éventuels nouveaux points rendus nécessaires pour la sécurisation
- Assurer la contractualisation avec les partenaires financiers

**Article 3** : DUREE

La durée du syndicat est illimitée.

**Article 4 : ADMINISTRATION**

Le Syndicat est administré par un comité composé de 23 membres titulaires et de 10 membres suppléants désignés par les collectivités adhérentes selon la répartition ci-dessous :

Collectivités adhérentes	Nombre de délégués	Nombre de délégués	Représentation en % par rapport population	Représentation en % par rapport aux sièges
	Titulaires	Suppléants		
SIETS : 5 258 habitants	10	5	66%	43%
Colombey-les-Belles : 1 380 habitants	4	2	17%	17%
Allain : 482 habitants	3	1	6%	13%
Ochey : 459 habitants	3	1	6%	13%
Crépey : 353 habitants	3	1	4%	13%
Total SMSETS : 7 932 habitants	23	10	100%	100%

Aucune collectivité ne dispose de la majorité des sièges

Le Comité syndical élit parmi ses membres, un Bureau conformément à l'article L5211-10 du CGCT.

**Article 5 : PATRIMOINE**

Les constructions, les installations et les aménagements qui seront réalisés par le Syndicat, demeureront propriété de ce dernier.

**Article 6 : BUDGET :**

Le budget du syndicat pourvoit à toutes les charges de fonctionnement et d'investissement des services gérés dans le cadre de ces compétences.

**Article 7 : PRESTATION DE SERVICE**

Le Syndicat est habilité à réaliser toutes prestations de services au profit de ses membres, de toutes autres types collectivités territoriales et établissements publics inclus dans son périmètre ou extérieures à celui-ci, ainsi que pour les services de l'État, sous réserve que ces prestations soient accessoires à ses missions statutaires précisées à l'article n° 2.

En toute hypothèse, les conditions de réalisation de ces prestations sont précisées dans une convention passée entre le Syndicat et le ou les bénéficiaires de la prestation.

**Article 8 : INVENTAIRE PERMANENT**

Le Président du Syndicat tiendra un inventaire permanent des constructions, des installations et des aménagements réalisés par le Syndicat.

**Article 9 : CONTRIBUTION DES COLLECTIVITES**

Le montant des participations des collectivités au budget du syndicat est fixé par le comité syndical.

Ces participations sont basées sur le nombre de M3 distribués à la population du périmètre syndical. Le relevé est pris sur un compteur installé en sortie de réservoir

Les dépenses mises à la charge des collectivités membres ont un caractère obligatoire et doivent être inscrites dans leur budget.

**Article 10 : MODIFICATION A LA CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE DU SYNDICAT**

En cas de modification du périmètre syndical, l'adhésion ou le retrait des collectivités intéressées se fera conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les conditions financières en seront fixées par le Comité syndical, en cas de désaccord avec la collectivité concernée, le représentant de l'Etat fixera les conditions de retrait conformément à l'article L5211-19 du CGCT.

**Article 11 : DISPOSITIONS GENERALES**

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du CGCT.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

*VU pour être annexé à notre arrêté de ce jour*

Nancy, le 6 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté du 12 juin 2012 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la création d'un parking sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les délibérations du 18 mai 2009 et du 20 septembre 2010 du conseil municipal de la commune de Rosières-aux-Salines sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire pour le projet de création d'un parking sur le territoire communal ;

CONSIDERANT que le maire de la commune de Rosières-aux-Salines a sollicité, par courrier du 11 octobre 2011, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour le projet susvisé ;

CONSIDERANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 10 février 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet du 28 février au 20 mars 2012 inclus ;

CONSIDERANT que le commissaire-enquêteur a émis le 28 mars 2012 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la création d'un parking sur le territoire communal de Rosières-aux-Salines, sous réserve du respect des modifications suivantes :

- prévoir le sens de la circulation des véhicules à l'entrée et à la sortie principale du parking sur le chemin du Petit Paxaille ;
- limiter aux seuls riverains l'accès à l'impasse Colomb ;

CONSIDERANT que par courrier du 16 mai 2012, le maire de Rosières-aux-Salines lève les réserves du commissaire-enquêteur en prévoyant de réglementer la circulation à double sens à l'entrée et à la sortie principale sur le chemin du Petit Paxaille, en installant des panneaux précisant la priorité et en restreignant l'accès à l'impasse Colomb aux seuls riverains ;

CONSIDERANT après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur sur le projet et des modifications apportées par le maire sur le dossier, que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** : Les travaux nécessaires à la création d'un parking sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines sont déclarés d'utilité publique.

**Article 2** : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de la commune de Rosières-aux-Salines.

**Article 3** : L'acquisition par la commune de Rosières-aux-Salines des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

**Article 4** : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 5** : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Rosières-aux-Salines pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6** : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Rosières-aux-Salines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à :

- Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy ;

- M. Lionel BOURBIER, commissaire-enquêteur ;

- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### Arrêté du 12 juin 2012 déclarant cessibles les parcelles de terrain nécessaires à l'aménagement de la ZAC de « La Harange 2 », à vocation d'habitat collectif et individuel, sur le territoire de la commune de Réhon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Réhon du 12 novembre 2003 habilitant le maire à signer le traité de concession (ex-convention publique d'aménagement) avec la société lorraine d'économie mixte d'aménagement urbain, SOLOREM, dans le cadre du projet de création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) destinée à l'accueil d'immeubles d'habitation individuels et collectifs ;

VU le traité de concession (ex-convention publique d'aménagement) du 16 décembre 2003 par lequel la commune de Réhon a confié à SOLOREM l'aménagement du projet susvisé ;

VU la délibération du 26 juin 2007 du conseil municipal de la commune de Réhon approuvant le projet de création de la ZAC dénommée « La Harange 2 » et confiant à SOLOREM la réalisation du projet ;

VU la délibération du 10 décembre 2009 du conseil municipal de la commune de Réhon sollicitant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire en vue de la réalisation du projet ;

VU le dossier établi par SOLOREM en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2011 prescrivant l'ouverture du 16 août au 16 septembre 2011 inclus d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 6 octobre 2011 du commissaire enquêteur ;

VU les notifications individuelles aux propriétaires concernés, pour le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;

VU l'avis favorable du 22 novembre 2011 de Mme la Sous-préfète de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mai 2012 déclarant l'opération d'utilité publique ;

VU la demande du 16 mai 2012 de la société SOLOREM sollicitant un arrêté de cessibilité ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

CONSIDERANT la nécessité pour la société SOLOREM d'acquiescer les terrains en vue de permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la ZAC de « La Harange 2 » sur le territoire de la commune de Réhon ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les parcelles de terrain désignées sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté sont déclarées immédiatement cessibles au profit de la société Lorraine d'économie mixte d'aménagement urbain, SOLOREM.

**Article 2** : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

**Article 3** : L'acquisition par la société SOLOREM des parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, la société SOLOREM, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste annexée à l'état parcellaire.

**Article 5** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de la société SOLOREM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information au maire de la commune de Réhon et à la sous-préfète de Briey.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Les annexes (plan et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

**Arrêté du 13 juin 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société SAM de Neuves-Maisons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2006-292 du 2 mars 2007 portant création la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) de la société SAM située sur le territoire de la commune de NEUVES-MAISONS ;  
CONSIDÉRANT que le mandat des membres de la CLIS de la société susvisée est échu ;  
CONSIDÉRANT que les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par la société SAM, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, justifient la création d'une commission de suivi de site ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****Article 1er : Création**

Il est créé une commission de suivi du site pour les installations exploitées par la société SAM sur le territoire de la commune de NEUVES-MAISONS.

**Article 2 : Composition de la commission**

La commission est composée des cinq collèges suivants :

Collège « administrations de l'Etat »

- le préfet ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant.

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » comprend :

- M. le maire de NEUVES-MAISONS ou son représentant,
- Mme la présidente de la communauté de communes de Moselle et Madon ou son représentant.

Collège « exploitant »

- M. le directeur de la société SAM ou son représentant.

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- M. le président de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » (CLCV) ou son représentant,
- M. Jean-pierre LARDIN, riverain,
- Mme Nicole SCHNEIDER, riverain,
- Mme Nancy SAHED, riverain.

Collège « salariés »

- M. Patrice MELON, membre du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la société SAM.

Outre les membres de ces cinq collèges, la commission comprend les personnalités qualifiées suivantes :

- le député de la 5ème circonscription ou son représentant,
- M. le directeur d'AILLORRAINE ou son représentant,
- M. le directeur du centre anti-poison ou son représentant.

**Article 3 : Présidence**

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4 : Durée du mandat des membres de la commission**

La durée du mandat des membres est de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions par le préfet.

**Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance**

La commission a pour missions :

- 1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est régulièrement tenue informée :

- 1° Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- 2° Des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Sont exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

**Article 6 : Composition du bureau de la commission**

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant de chaque collège.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

**Article 7 : Règles de fonctionnement****7-1 : Fréquence de réunion de la commission**

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

**7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission**

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis 14 jours calendaires avant la date de réunion de la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière .

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la présente commission est assuré par les services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 8 :** Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer les modalités d'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

### *Bureau de l'interministérialité*

#### **Arrêté modificatif du 10 juin 2012 - Commission départementale d'aménagement commercial – Composition générale et désignation des personnalités qualifiées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce et notamment son article L751-2 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;

VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 constituant la commission départementale d'aménagement commercial ;

VU la demande de l'association FLORE 54 en date du 30 mai 2012 en vue du remplacement de M. Raynald Rigolot siégeant au collège développement durable ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La composition de la commission départementale d'aménagement commercial établie par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 est modifiée comme suit :

Collège développement durable :

M. Raynald RIGOLOT est remplacé par M. Jean-Claude PERRIN, membre de l'association Fédération pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie

**Article 2 :** M. Jean-Claude Perrin est titulaire pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet chargé de mission sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires ainsi qu'aux personnalités qualifiées.

Nancy, le 10 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

#### **Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 8 juin 2012**

Réunie le 18 avril 2012, la commission nationale d'aménagement commercial a décidé ne pas accorder à la SCI Immoménils et à la SAS Lesménils Distribution l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial de 15 000 m<sup>2</sup> à Lesménils.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Lesménils.

Nancy, le 8 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet Chargé de Mission,  
Luc VILAIN

---

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES-EST

#### DIVISION EXPLOITATION DE METZ

**Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-036 du 12 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens Paris-Nancy, entre les PR 242+000 et 245+000, à Velaine-en-Haye.**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 04/06/2012 présenté par le district de Nancy ;  
 VU l'avis de la commune de Velaine-en-Haye en date du 10/05/2012 ;  
 VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 11/05/2012 ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 11/06/2012 ;  
 VU l'information du CRICR de Metz ;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 04/06/2012 ;  
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2** : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31
Points Repères PR. et sens	PR 242,00 au PR 245,000 sens 1 Paris-Nancy
SECTION	Courante – Voie rapide, voie lente et bande d'arrêt d'urgence
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE	Du 18 au 26 juin 2012 de nuit (20h30 à 6h00)
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies rapides des sens 1 et 2 ; Basculement du sens 1 (Paris-Nancy) sur le sens 2 (Nancy-Paris) ; Fermeture de la bretelle 'Parc de Haye – Sites St-Jacques' de l'échangeur n° 17. Déviation par l'échangeur n° 16 et la RD 400.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : - du district de Nancy, CEI de Fléville MISE EN PLACE PAR : - le CEI de Fléville

**Article 3** : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	1ère phase, nuits des 18,19 et 20 juin 2012	AK5 PR 238,300 sens 1 Paris/Nancy  AK5 PR 246,700 sens 2 Nancy/Paris	Neutralisation des voies rapides des sens 1 et 2. Basculement de la circulation du sens 1 sur le sens 2 par les ITPC des PR 239,550 et 245,400. Longueur du basculement 5 850m.  Fermeture de la bretelle 'Parc de Haye – Sites St-Jacques' de l'échangeur n°17.	De nuit, limitation la vitesse à 50 km/h au droit des basculements et à 90 km/h sur la section basculée. De jour, limitation de la vitesse à 90 km/h sur la chaussée fraisée.  <u>Déviati</u> on : Les usagers en provenance de Paris souhaitant sortir au niveau de l'échangeur n° 17 pour accéder au Parc de Haye et aux sites St-Jacques devront emprunter l'échangeur n° 16 situé en amont, puis prendre la RD 400 en direction de Velaine.
2	2ème phase, nuits des 21 et 25 juin 2012	AK5 PR 241,300 sens 1 Paris/Nancy  AK5 PR 246,700 sens 2 Nancy/Paris	Neutralisation des voies rapides des sens 1 et 2. Basculement de la circulation du sens 1 sur le sens 2 par les ITPC des PR 242,600 et 245,400. Longueur du basculement 2 800m.  Fermeture de la bretelle 'Parc de Haye – Sites St-Jacques' de l'échangeur n°17.	De nuit, limitation la vitesse à 50 km/h au droit des basculements et à 90 km/h sur la section basculée. De jour, limitation de la vitesse à 90 km/h sur la chaussée fraisée.  <u>Déviati</u> on : Les usagers en provenance de Paris souhaitant sortir au niveau de l'échangeur n° 17 pour accéder au Parc de Haye et aux sites St-Jacques devront emprunter l'échangeur n° 16 situé en amont, puis prendre la RD 400 en direction de Velaine.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Velaine-en-Haye,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Velaine-en-Haye.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 12 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DIRECTION GENERALE

#### Arrêté N° 2012-0594 du 5 juin 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU la décision n° 2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à Madame Marie-Hélène MAÎTRE, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

\* A Madame Marie-Hélène MAÎTRE, Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.



En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- . A Madame le Docteur Arielle BRUNNER, chef de projet « Plan Régional de Santé », pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;
- . A Madame Gisèle HURSON ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;
- . A Monsieur Yann KUBIAK, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé », dans son champ d'activité ;
- . A Madame Marie RÉAUX, Responsable du service « Communication et Documentation », dans son champ d'activité ;
- . A Madame le Docteur Annick DIETERLING, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé », en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.
- \* A Monsieur le Docteur Bruno FANTINO, Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, pour :
  - Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.
  - Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- . Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.
  - . Monsieur Patrick REMY, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).
  - . Monsieur Jean-Louis FUCHS, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé », sur son champ de compétences.
  - . Madame Sabine GRISSELLE-SCHMITT, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.
  - . Monsieur Raphaël BECKER, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.
  - . Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.
  - \* A Madame Annie TOUROLLE, Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :
    - Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
    - Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.
- En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :
- . Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Secrétaire Générale, sur le champ de compétences du secrétariat général ;
  - . Madame Corinne Jue DE ANGELI, responsable de la GPEC et de la formation, sur son champ de compétences ;
  - . Madame Katia PORTE-HAQUIN, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;
  - . Madame Fabienne WOLFF, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;
  - . Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences,
  - . Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales, et en son absence, Madame Catherine WILLAUME, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

- \* A Monsieur Patrick METTAVANT, Directeur des Services Financiers, pour :
    - Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.
- En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick CHAMINADAS, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté.
- En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick METTAVANT et de Monsieur Patrick CHAMINADAS, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François LALLEMAND, gestionnaire de payes.
- En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie DIMINI, comptable.

- \* A Monsieur Serge MORAIS, Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, pour :
  - Les décisions et correspondances relatives :
    - . à la formation et métiers de la santé, à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
    - . à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ;
    - . à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;
    - . aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia de BERNARDI, adjointe au Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences de la Direction.
- Monsieur le Docteur Patrick MORVAN, chef de département « Réseaux de santé » en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.
- Madame Michèle HÉRIAT, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.

- Madame Sabine RIGON, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « Professions paramédicales », en ce qui concerne :

- . les formations paramédicales et à destination des sages-femmes ;
- . l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes ;
- . les tatoueurs et l'usage du titre de psychothérapeute.

\* A Madame Martine ARTZ, Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSE), pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Karine THÉAUDIN, adjoint à la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.

- Madame Christine MEFFRE, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

\* A Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT), pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

- Madame Valérie BIGENHO-POET, chef de département « Médico-social » par intérim, en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.

- Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :

. Monsieur Philippe ROMAC dans le département de la Meurthe et Moselle.

. Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges.

. Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle.

. Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.

\* A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique COURTY, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel MULIC et de Madame Dominique COURTY, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur le Docteur Alain COUVAL, Conseiller médical du délégué territorial.

*Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :*

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine GABRION, Animateur Territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Ghyslaine GUENIOT, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Madame Lucie TOME, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

\* A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul-Charles AUBERT, Inspecteur Principal des Affaires Sanitaires et Sociales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul-Charles AUBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Isabelle LEGRAND, animateur territorial.

*Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :*

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des Animateurs Territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :

- . Madame Isabelle LEGRAND, territoire de Metz
- . Madame Chantal ROCH, territoire de Thionville-Longwy
- . Monsieur Guillaume LABOURET, territoire de Sarrebourg-Saulnois
- . Monsieur Etienne GUERAIN, territoire de Sarreguemines
- . Madame Laure POLO RAVIER, territoire du Bassin Houiller

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;
- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence ZIEGLER, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène ROBERT et Laurence ZIEGLER, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien BACARI, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène METZELER, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire KOENIG, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

\* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial.

*Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :*

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne CONTIGNON, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise BLÉRY-MASSINET, Animateur Territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline PRINS, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie BERTRAND, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

\* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile DE JONG, Animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile DE JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Madame le Docteur Odile DE JONG et de Monsieur Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui leur est accordée sera exercée :

Dans le champ de l'animation territoriale par Madame Martine RICARD ou Madame Lamia HIMER, Animateurs Territoriaux :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale par Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations.

\* Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

\* A Madame Chantal PAULUS, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

**Article 4 :** Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

*Ressources Humaines*

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

*Affaires Générales*

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes ;

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

**Article 5 :** Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents sans préjudice des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

### Service produits de santé et biologie

**Arrêté ARS Lorraine n° 2012-0568 du 16 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA «Laboratoires du Val de Meuse » sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100) enregistrée sous le n° 55-18**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-165 du 13 juillet 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.19 du 19 mars 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par la société d'avocats Girault Chevalier associés au nom et pour le compte de la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » le 6 décembre 2011, et complétée le 23 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la démission de Madame Nadine GAUCHE de ses fonctions de cogérant et de biologiste coresponsable ;
- la nomination de Madame Claire COTTET (née GAUNY), au titre de cogérant et de biologiste coresponsable ;
- la cessation d'actions au profit de Madame COTTET ;
- la nomination de Madame Marie-Andrée JANNOT en qualité de biologiste médicale ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2010-165 du 13 juillet 2010 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions Simplifiée SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « Laboratoires du Val de Meuse »

Siège social : 4 place Saint Paul  
55100 VERDUN

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » agréée sous le n° 55-18 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisites dont le siège social est situé 4 place Saint Paul à Verdun (55100), autorisé sous le n° 55-15 et implanté sur les 4 sites ci-dessous :

- 4 Place Saint-Paul à Verdun (55100)
- 22 avenue Patton à Jarny (54800)
- 2 rue de l'Ancien Malanais à Sainte-Ménéhould (51800)
- 14 rue de l'Hôtel de Ville à Longuyon (54260)

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Madame Nadine GAUCHE, biologiste médical, pharmacien ;
- Monsieur Damien BOURGAUX, biologiste médical, pharmacien ;
- Mademoiselle Virginie BASSUEL, biologiste médical, pharmacien ;
- Madame Isabelle DE KORWIN KROKOWSKI, biologiste médical, pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Marie-Andrée JANNOT, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place carrière – 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne – Ardenne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Bar-le-Duc ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Reims ;

et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Pour le Préfet de la Moselle et par délégation,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté ARS Lorraine n° 2012-0569 du 16 mai 2012 / ARS Champagne Ardenne n° 2012-590 du 16 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100) - Autorisation n° 55-15**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne Ardenne,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 2010-235 en date du 13 juillet 2010 portant autorisation d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 4 place Saint Paul à Verdun (55100) ;

VU l'arrêté n° 2012-0568 du 16 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » sise 4 place Saint Paul à Verdun (55100), enregistré sous le n° 55-18 ;  
VU la demande présentée par la société d'avocats Girault Chevalier associés au nom et pour le compte de la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » le 6 décembre 2011, et complétée le 23 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la démission de Madame Nadine GAUCHE, de ses fonctions de biologiste médical coresponsable ;
- la nomination de Madame Claire COTTET (née GAUNY), en qualité de biologiste médical coresponsable ;
- la nomination de Madame Marie-Andrée JANNOT en qualité de biologiste médical ;

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multisites dont le siège social est situé 4 place Saint-Paul à Verdun (55100) (N° Finess EJ : 570006423) est autorisé à fonctionner sous le numéro 55-15 sur les quatre sites suivants, ouverts au public :

- 1** 4 place Saint Paul à Verdun (55100)  
N° FINESS Etablissement : 550006431  
Biologistes présents : Mme Claire COTTET et Mme Marie-Andrée JANNOT  
Activités réalisées : biochimie, hématologie, hémostase, immunologie, sérologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 2** 22 avenue Patton à Jarny (54800),  
N° FINESS Etablissement : 540021037  
Biologiste présent : Mr Damien BOURGAUX  
Activités réalisées : hématologie, hémostase, parasitologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 3** 2 rue de l'Ancien Milanais à Sainte Ménéhould (51800)  
N° FINESS Etablissement : 510022189  
Biologiste présent : Mlle Virginie BASSUEL  
Activités réalisées : hématologie, hémostase, immunologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 4** 14 rue de l'Hôtel de Ville à Longuyon (54260),  
N° FINESS Etablissement : 540021045  
Biologiste présent : Madame Isabelle DE KORWIN KROKOWSKI  
Activités réalisées : chimie, hématologie, hémostase, immunologie, sérologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Madame Nadine GAUCHE, biologiste médical, pharmacien ;
- Monsieur Damien BOURGAUX, biologiste médical, pharmacien ;
- Mademoiselle Virginie BASSUEL, biologiste médical, pharmacien ;
- Madame Isabelle DE KORWIN KROKOWSKI, biologiste médical, pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Madame Marie-Andrée JANNOT, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent pour le recours contentieux.

**Article 3** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne – Ardenne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Bar-le-Duc ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Reims ;

et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Meurthe et Moselle, de la Marne et de la Meuse.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne Ardenne,

Le Directeur Général Adjoint,  
Benoît CROCHET

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté ARS n° 2012-0583 du 24 mai 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy (54000) - N° FINESS Entité juridique : 54.000.003.1**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L5126-2, R 5126-5, R 6111-18 à 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n° 1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1946 autorisant la Maternité Départementale à exploiter une officine de pharmacie, située à Nancy, avenue du Docteur Heydenreich – licence n° 145 ;

VU l'arrêté ARS n° 20120203-115 du 3 février 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard dans le cadre du déménagement des locaux ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/417 du 26 octobre 2011 autorisant le Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à créer une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux ;

VU l'arrêté ARS n° 2012-0220 du 6 mars 2012 portant abrogation de l'arrêté ARH-DDASS 54 n° 30/2008 du 20 mars 2008 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale de Nancy l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 26 avril 2012 par la maternité régionale A. Pinard suite à son adhésion au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à faire assurer la stérilisation de ses dispositifs médicaux par l'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr (USCS) rattachée au GCS ;

CONSIDÉRANT la convention de prestation établie entre la maternité régionale A. Pinard et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville –

Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy signée le 12 avril 2012, définissant leurs engagements respectifs ;  
CONSIDÉRANT les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 21 mai 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'autorisation de la Pharmacie à Usage intérieur de la Maternité Régionale à stériliser les dispositifs médicaux est modifiée comme suit :

- La Maternité Régionale reste autorisée à réaliser une phase de pré-lavage des dispositifs médicaux ;
- Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dite sont confiées à l'unité de stérilisation STERILORR du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

**Article 2** : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

**Article 4** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H,
- Monsieur l'Administrateur provisoire du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté ARS n° 2012-0584 du 24 mai 2012 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141- 7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-5, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n° 1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/ 417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'arrêté ARS Arrêté ARS n° 2012-0583 du 24 mai 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy (54000) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 26 avril 2012 par la maternité régionale A. Pinard suite à son adhésion au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à faire assurer la stérilisation de ses dispositifs médicaux par l'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr (USCS) rattachée au GCS ;

CONSIDÉRANT la convention de prestation établie entre la maternité régionale A. Pinard et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy signée le 12 avril 2012, définissant leurs engagements respectifs ;

CONSIDÉRANT les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 21 mai 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 2 de l'arrêté ARS n° 2011/ 417 du 26 octobre 2011 est complété comme suit :

L'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr est autorisée à prendre en charge l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte de la Maternité Régionale A. PINARD de Nancy à compter du 30 mai 2012.

**Article 2** : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

**Article 4** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H,
- Monsieur l'Administrateur provisoire du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE***Etablissements de santé*

**Arrêté n° 595 en date du 6 juin 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;  
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;  
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;  
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;  
CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 1er juin 2012 proposant le remplacement de M. Pascal BACROIX par M. Jacques BRIMONT en qualité de représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du centre psychothérapique de Nancy, 1 rue du Docteur Archambault BP 1010 – 54521 LAXOU Cedex, établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jean-Pierre REICHHART, représentant de la commune de LAXOU ;

- Madame Valérie ROSSO-DEBORD, Député, et Monsieur François WERNER, représentants de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

- Monsieur Yves WILLER, représentant du président du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle et Madame Dominique OLIVIER représentante du même conseil général ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Monsieur Jacques BRIMONT représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Professeur Daniel SIBERTIN-BLANC et Monsieur le Docteur Didier BEAU, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Jacky TURBAN et Monsieur Claude ROMBACH, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Pascal HOULNE et Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

- Madame Marie-Christine CLERY (UNAFAM) et Monsieur Henri BRUGIERE (La Soupe pour les Sans-Abri), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Simone ALBISER, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou (si cette structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juin 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

#### **Arrêté n° 2012-600 en date du 11 juin 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Maillot de Briey - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 07 juin 2012 proposant le remplacement de Madame Rosette BOUDIN par Elisabeth ZSCHIESCHE en qualité de représentante des organisations syndicales ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du centre hospitalier Maillot, 31 avenue Albert de BRIEY – 54150 BRIEY (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant (des collectivités territoriales)

- Monsieur Guy VATTIER, maire de Briey ;

- Monsieur François DIETSCH, représentant la communauté des communes du Pays de Briey ;

- Monsieur André CORZANI, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Marie-France DAVRANCHE, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Madame le Docteur Josiane BERTEL, représentante de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Elisabeth ZSCHIESCHE, représentante désignée par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Pierre LACROIX, personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé ;

- Monsieur Bernard CREHANGE (Ligue contre le cancer) et Monsieur Michel CORRADI (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de BRIEY ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de BRIEY (si cette structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur Jean-Luc RIGOLET, représentant des familles de personnes accueillies en EHPAD.

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.



**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juin 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

**Arrêté DREAL-2012-12 du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature**

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1<sup>er</sup> juin 2012 de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** Subdélégation de signature est donnée à MM. Guy LAVERGNE et Samuel MEUNIER, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1<sup>er</sup> juin 2012.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1<sup>er</sup> juin 2012, dans les conditions et limites suivantes :

1 - mines et sécurité dans les carrières :

1-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;

1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. AILLERET, chef de service « PR »	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ, chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 – équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

2-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

2-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

2-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipements ;

2-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage :

2-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;

2-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;

2-7 : agrément de bouteilles d'acétylène :

2-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;

2-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;

2-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

[illegible]

**3 - Canalisations :**

3-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;  
 3-2 : autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;  
 3-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;  
 3-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	3-1	3-2	3-3	3-4
M. T. AILLERET, chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

**4 - Véhicules et transport routier :**

4-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;  
 4-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;  
 4-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;  
 4-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;  
 4-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;  
 4-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;  
 4-7 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant ;  
 4-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	4-1	4-2	4-3	4-4	4-5	4-6	4-7	4-8
Mme B. AGAMENNONE, chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BOUVIER, chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. SERRE, chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BALWA, chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR, chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J.-L. RAUBER, technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•		•	
M. A. LANDCKOCZ, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. ALBRECHT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. C. DEREANT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. F. HAUTTEMENT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET, coordonateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. LASSERRE, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. DUFOIR, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. SCHEFFER, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

**5 – Environnement industriel et déchets :**

5-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;  
 5-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;  
 5-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
 5-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;  
 5-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

#### 6 – Evaluation environnementale des projets :

6-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement) ;

6-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base ;

6-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement ;

6-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes			
	6-1	6-2	6-3	6-4
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

#### 7 – Energie

7-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz ;

7-2 : accusés de réception, saisines, consultations et autres correspondances intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

7-3 : décisions de toute nature intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

7-4 : délivrance des certificats d'économie d'énergie ;

7-5 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes				
	7-1	7-2	7-3	7-4	7-5
Mme G. LEJOSNE, chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)				•	•
M. T. AILLERET, chef du service « PR »	•	•	•		
M. F. VIGNOT, chef de la division « Energie, Climat, Bâtiment » au service « CELA »				•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI) (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. M. COURTY, chef de la division « impact » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)	•	•	•		
Mme P. HANOCQ, Chef de la division « risques miniers et sous sol », service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. J.-L. GEISLER, responsable du pôle « infrastructures » du service « PR »		•			
M. G. PRINCIPATO, ingénieur au service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. GEISLER)		•			

#### 8 – Protection des espèces

8-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé ;

8-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces Eretmochelys imbricata et Chelonia mydas par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

8-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

8-4 : décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

8-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

8-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;

8-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

8-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	8-1	8-2	8-3	8-4	8-5	8-6	8-7	8-8
Mme M.-P. LAIGRE, chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LERCHER, adjoint au chef du service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRÉTIEN, chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

**Article 3 :** La Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
E. GAY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORET - CHASSE

#### Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/283 du 29 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Barbass

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 décembre 1970 portant institution de l'association foncière de BARBAS ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BARBAS, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 23 mars 2012 du président de l'association foncière de BARBAS ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de BARBAS sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BARBAS.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BARBAS ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 29 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/057 du 29 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lanfroicourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1990 portant institution de l'association foncière de LANFROICOURT ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LANFROICOURT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 22 février 2012 du président de l'association foncière de LANFROICOURT ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de LANFROICOURT sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LANFROICOURT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LANFROICOURT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 29 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Arrêté 2012/291 du 1er juin 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1978 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Crantenoy ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1978 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy ;

VU la réunion de concertation qui s'est tenue à la D.D.T. le 31 mai 2012 en présence des représentants des chasseurs de l'ACCA de Crantenoy et des représentants des chasseurs de M. de MITRY, propriétaire sur le territoire des communes de Leménil-Mitry et Crantenoy ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er :** La section de Crantenoy portée dans l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1978 est annulée et remplacée par les dispositions de l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

**Article 2 :** Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy.

**Article 3 :** Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Crantenoy par les soins du maire.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Crantenoy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- Mme la présidente de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. de MITRY Henri.

Nancy, le 1er juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Christophe FOTRE

*Annexe I à l'arrêté préfectoral du 1er juin 2012  
portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy  
Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association*

Commune	Section	Désignation des terrains
<b>Crantenoy</b>		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :  <b>Néant</b>

*Annexe II à l'arrêté préfectoral du 1er juin 2012  
portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy  
Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 ter*

**Enclaves**

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
<b>Crantenoy</b>	<b>B</b>	N° 635 - 664 - 667 - 670 - 673 - 676 - 679 - 682 - 685 - 704 - 706 - 708 - 710 - 712 - 714 - 716 - 718 - 720 - 726 et 727	
		<u>1ère enclave de : 10 ha 50 a 33 ca</u>	
	<b>ZI</b>	N° 8	
	<b>B</b>	N° 701	
	<b>ZC</b>	N° 91	
		<u>2ème enclave de : 10 ha 76 a 48 ca</u>	

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Aménagement foncier/290 du 5 juin 2012 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bouxières-aux-Chênes**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;  
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;  
VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;  
VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;  
VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;  
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09/11/2004 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;  
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans ses séances des 02/11/2011, 03/11/2011 et 04/11/2011 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de BOUXIERES AUX CHENES

- Sections YD – YE – YH – YI – YK – YL – YM – YN – YO – YP – YR – YS – YT – YV – YW – YX – ZR – ZS – ZT – ZV – ZW – ZX – ZY – ZZ

Territoire de la commune de AMANCE

- Section YA

**Article 2** : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de BOUXIERES AUX CHENES le 15 juin 2012. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY le Procès-Verbal de remembrement.

**Article 3** : L'association foncière de remembrement et les communes de BOUXIERES AUX CHENES et d'AMANCE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

*Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :*

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recape de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
  - \* par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
  - \* par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus au moins une semaine avant le démarrage de ces travaux.

Dans les trois mois après l'achèvement du chantier, le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

**Article 4** : Le présent arrêté peut être déferé, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de BOUXIERES AUX CHENES, le maire d'AMANCE, le colonel du groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée :

- à la directrice départementale des finances publiques ;
- au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;
- au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
- au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Unité forêt chasse****Arrêté n° 288 du 5 juin 2012 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2012-2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23, R 422-65 à R 422-68 et R 422-86 à R 422-91 du code de l'environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la circulaire du 31 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du plan national de maîtrise du sanglier ;  
VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/SAFC/n° 480 du septembre 2009 relatif au fonctionnement des réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées ;  
VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 3 mai 2012 ;  
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;  
CONSIDERANT la nécessité impérieuse de réduire les populations de sangliers sur l'ensemble du département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er** : Pour la campagne 2012-2013, les ACCA sont autorisées à exécuter leur plan de chasse sanglier sur l'ensemble de leur territoire de chasse, y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage, pendant toute la durée d'ouverture de l'espèce et dans les conditions définies par l'arrêté annuel d'ouverture et de clôture de la chasse dans le département.  
Elles sont dispensées de toute demande préalable.

**Article 2** : L'exécution du plan de chasse a lieu soit à l'affût (approche interdite), soit en battue déclarée 48 h à l'avance au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

Adresse : 12 bis, rue des Bosquets – 54300 Lunéville

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

L'ACCA veillera à ce que les autres espèces n'aient à subir aucune perturbation notable et qu'aucun dommage ne soit causé aux cultures.

**Article 3** : Le compte rendu du nombre de sangliers effectivement tirés dans la réserve devra être adressé dans les 8 jours au Service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) (même délai que pour le retour des languettes dans les territoires sensibles) , qui en établira la synthèse annuelle et l'adressera à la D.D.T. pour le 15 mars.

**Article 4** : Ces dispositions s'appliquent dans toutes les réserves des associations communales de chasse agréées du département à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la sécurité publique, au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au chef du service départemental de l'ONCFS, au président de la fédération départementale des chasseurs, au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## AUTRES SERVICES

### TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

**Contentieux N° 11-021 NC 62 : Association Habitat Insertion contre Président du Conseil Général du Pas-de-Calais (arrêté du 31 mai 2011 - Foyer de Jeunes Travailleurs de Bruay-la-Buissière)**

SEANCE N° 321 DU 30 MARS 2012 à 14 H  
LECTURE EN SEANCE PUBLIQUE DU 30 MARS 2012  
Président : M. VINCENT  
Rapporteur : Mme ROUSSELLE  
Commissaire du Gouvernement : Mme GUIDI

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

LE TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY,

VU la requête présentée par l'Association Habitat Insertion, représentée par son président enregistrée le 21 juillet 2011 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, tendant à l'annulation de l'arrêté du président du conseil général du Pas-de-Calais en date du 31 mai 2011 et à la réformation de cet arrêté afin de fixer la dotation de l'établissement « foyer de jeunes travailleurs » qu'elle gère à Bruay-la-Buissière à 439 653,39 € ;

Elle soutient que :

- les abattements ne sont pas suffisamment motivés par la simple référence au contexte budgétaire ;
- l'abattement pratiqué au titre du groupe I n'est pas justifié alors que l'augmentation sollicitée correspond à un accroissement des dépenses d'énergie, qu'elle s'efforce de maîtriser ;
- les abattements pratiqués au titre du groupe II ne lui permettront pas de faire face au GVT et aux augmentations d'échelon prévues ;
- l'abattement pratiqué au titre du groupe III ne lui permettra pas de faire face à une augmentation des prestations immobilières ;
- s'agissant des recettes en atténuation, elles correspondent à des charges de personnel et la majoration de ces dernières implique une majoration des recettes en atténuation ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 12 septembre 2011, par lequel le président du conseil général du Pas-de-Calais conclut au rejet de la requête ;  
Il fait valoir que :

- le budget de l'année 2011 est une stricte reconduction des crédits antérieurement accordés et l'effort demandé aux partenaires est surmontable ; il s'inscrit dans une politique générale d'effort de maîtrise budgétaire ;
- le prix de revient de l'établissement, tel qu'il ressort des trois derniers comptes administratifs de l'établissement, est inférieur aux budgets prévisionnels ;
- l'établissement ne justifie pas du bien fondé de ses demandes et des évolutions par rapport au budget 2010 ;

VU le mémoire en réplique, enregistré le 28 novembre 2011, par lequel l'Association Habitat Insertion tend aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens ;

Elle fait valoir en outre que :

- le président du conseil général admet le caractère automatique et non motivé des abattements pratiqués ;
- les montants indiqués s'agissant des derniers comptes administratifs ne correspondent pas aux dépenses réelles de l'établissement et, s'agissant plus particulièrement du compte administratif 2010, il est déficitaire ;

VU la décision attaquée ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

APRÈS avoir entendu à la séance publique du 30 mars 2012 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- Mme ROUSSELLE, rapporteur, en son rapport ;
- Mme GUIDI, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

APRÈS en avoir délibéré ;

*SUR les conclusions à fin d'annulation :*

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 314-7 du code de l'action sociale et des familles : III. – « L'autorité compétente en matière de tarification ne peut modifier que : 1° Les prévisions de charges ou de produits insuffisantes ou qui ne sont pas compatibles avec les dotations de financement fixées dans les conditions prévues, selon le cas, aux articles L. 313-8, et L. 314-3 à L. 314-5 ; 2° Les prévisions de charges qui sont manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec les coûts des établissements et services fournissant des prestations comparables en termes de qualité de prise en charge ou d'accompagnement. La décision de modification doit être motivée. » ;

CONSIDERANT que s'il résulte des dispositions précitées que l'autorité de tarification peut modifier les prévisions de charges établies par les établissements et services sociaux et médico-sociaux lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec les dotations de financement dont elle dispose, de telles modifications doivent être motivées ; qu'en l'espèce, en se bornant à se référer à la délibération du conseil général en date du 7 février 2011 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses en application de l'article L. 313-8 du code de l'action sociale et des familles, le président du conseil général du Pas de Calais n'a pas motivé sa décision au sens des dispositions de l'article L. 314-7 du dit code ; qu'il suit de là que l'association requérante est fondée à soutenir que l'arrêté querellé doit être annulé pour ce motif ;

*SUR la fixation de la dotation :*

CONSIDÉRANT, en premier lieu, que le président du conseil général a pratiqué un abattement de 2 680,24 euros au titre des dépenses du groupe I ; que l'association fait valoir, sans être contredite, que les dépenses du groupe I doivent être majorées de 2 443 € pour faire face à l'augmentation du coût de l'énergie, en dépit du fait qu'elle a mis tout en œuvre pour réduire sa consommation ; qu'il y a ainsi lieu de faire droit à cette demande ;

CONSIDÉRANT, en deuxième lieu, que le président du conseil général a pratiqué un abattement de 15 345,90 euros sur les dépenses du groupe II ; que l'association fait valoir sans être contredite, en produisant le tableau des effectifs, qui fait notamment ressortir que dix agents doivent faire l'objet d'une augmentation d'échelon, que l'application des mesures liées au GVT ainsi que les augmentations d'échelon des membres du personnel au cours de l'année 2011, prévues par les dispositions statutaires, font obstacle à l'abattement de 13 652,70 €, au titre du poste « rémunérations et charges sociales » pratiqué par le président du conseil général ; qu'il y a ainsi également lieu, dans cette mesure, de faire droit à la demande de l'association ;

CONSIDÉRANT, en dernier lieu, que si l'association requérante demande le rétablissement d'une somme de 1 832,66 euros en augmentation de 7,52 % par rapport au budget de l'année précédente, au titre des dépenses de locations immobilières, elle n'étaye ses conclusions d'aucun élément de nature à permettre au tribunal d'en apprécier le bien fondé ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de ce qui précède que l'Association Habitat Insertion est fondée à demander l'annulation de l'arrêté du président du conseil général du Pas-de-Calais en date du 31 mai 2011 fixant le montant de la dotation du foyer de jeunes travailleurs de Bruay-la-Buissière au titre de l'année 2011 à 421 943,68 euros et, par voie de conséquence, à ce que cette dotation soit fixée à 438 039,38 euros ;

**DECIDE**

**Article 1er :** L'arrêté du président du conseil général du Pas-de-Calais en date du 31 mai 2011 fixant le montant de la dotation du foyer de jeunes travailleurs de Bruay-la-Buissière au titre de l'année 2011 est annulé.

**Article 2 :** La dotation du foyer de jeunes travailleurs de Bruay-la-Buissière au titre de l'année 2011 est fixée à 438 039,38 euros.

**Article 3 :** Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

**Article 4 :** Le présent jugement sera notifié à l'Association Habitat Insertion et au président du conseil général du Pas-de-Calais.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans sa séance du 30 mars 2012, où siégeaient M. VINCENT, président, Mme DUPONT-DARRAS, M. BOUY, M. CHABROL, M. DELENA et Mme ROUSSELLE, rapporteur.

Le rapporteur,  
P. ROUSSELLE

Le président,  
P. VINCENT

Le greffier,  
D. SAURIN

La République mande et ordonne au président du conseil général du Pas-de-Calais et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,  
La greffière,  
S. GODARD

**MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY****Délégation de signature du 5 juin 2012**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,

VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

**DECIDE**

**Article 1er :** Délégation principale est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

**Article 2 :** Délégation secondaire est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

**Article 3 :** Ces délégations principale et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

**Article 4 :** Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5 :** La présente délégation prend effet à compter du 05 juin 2012.

**Article 6 :** Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 5 juin 2012

En 4 exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX